

AVIS DES SOCIÉTÉS

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

CELLCOM

Siège Social : 25 Rue de l'Artisanat CHARGUIA 2 ARIANA.

La société CELLCOM publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 15 novembre 2019. Ces états sont accompagnés du rapport d'audit du commissaire aux comptes : Mr Abderrahmen Fendri (Conseil Audit Formation CAF).

BILAN CONSOLIDE
Arrêté au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

Actifs	Notes	2018	2017
ACTIFS NON COURANTS			
Actifs Immobilisés			
Immobilisations incorporelles	V.1	366 274	366 274
Moins : Amortissements		<u><333 161></u>	<u><264 435></u>
		33 113	101 839
Immobilisations corporelles	V.1	1 888 270	1 912 394
Moins : Amortissements		<u><1 471 470></u>	<u><1 332 361></u>
		416 800	580 033
Immobilisations corporelles à statut juridique particulier	V.1	1 002 058	887 646
Moins : Amortissements		<u><899 564></u>	<u><826 395></u>
		102 494	61 251
Immobilisations financières	V.2	603 990	446 972
Moins : Provisions		<u><313 310></u>	<u><6 290></u>
		290 680	440 682
Total des actifs immobilisés		843 087	1 183 805
Total des actifs non courants		843 087	1 183 805
ACTIFS COURANTS			
Stocks		12 438 195	8 411 844
Provisions pour dépréciation	V.3	<u><1 082 083></u>	<u>< 908 359></u>
		11 356 112	7 503 485
Clients et comptes rattachés		21 414 182	19 177 181
Provisions pour dépréciation	V.4	<u><6 041 873></u>	<u><4 381 041></u>
		15 372 309	14 796 140
Autres actifs courants		6 542 573	7 070 016
Provisions pour dépréciation	V.5	<u><951 953></u>	<u><935 114></u>
		5 590 620	6 134 902
Liquidités et équivalents de liquidités		5 272 343	5 801 977
Provisions	V.6	<u><3 876></u>	<u>< 3 876></u>
		5 268 467	5 798 101
Total des actifs courants		37 587 508	34 232 628
Total des actifs		38 430 595	35 416 433

BILAN CONSOLIDE
Arrêté au 31 décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	2018	2017
<u>Capitaux propres et passifs</u>			
Capitaux propres			
Capital social		4 461 532	4 461 532
Réserves consolidées (part du groupe)		9 051 743	10 233 318
Résultat de l'exercice (part du groupe)		<3 433 590>	<1 339 736>
Total des capitaux propres du groupe	V.7	10 079 685	13 355 114
Intérêts des minoritaires dans les résultats reportés		271 923	229 966
Intérêts des minoritaires dans le résultat		<2 666>	1 911
Total des capitaux propres consolidés	V.7	10 348 942	13 586 991
Passifs			
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>			
Emprunts		54 677	8 642
Provisions pour risques et charges		450 724	410 329
Total des passifs non courants	V.8	505 401	418 971
<u>PASSIFS COURANTS</u>			
Fournisseurs et comptes rattachés	V.9	8 350 055	5 635 526
Autres passifs courants	V.10	2 166 230	2 379 584
Concours bancaires et autres passifs financiers	V.11	17 059 967	13 395 361
Total des passifs courants		27 576 252	21 410 471
Total des passifs		28 081 653	21 829 442
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		38 430 595	35 416 433

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE
Pour l'Exercice clos au 31 Décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	2018	2017
Produits d'exploitation			
Revenus	VI.1	35 052 795	35 936 988
Total des produits d'exploitation		35 052 795	35 936 988
Charges d'exploitation			
Coût d'achat des marchandises vendues	VI.2	<27 727 844>	<28 226 505>
Charges de personnel	VI.3	<2 711 610>	<2 968 290>
Dotation aux amortissements et provisions	VI.4	<2 205 281>	<1 227 760>
Autres charges d'exploitation	VI.5	<2 879 763>	<3 233 472>
Total charges d'exploitation		<35 524 498>	<35 656 027>
Résultat d'exploitation		<u><471 703></u>	<u>280 961</u>
Charges financières nettes	VI.6	<2 976 491>	<1 695 738>
Produits de placements		67 041	32 671
Autres gains ordinaires		35 159	142 896
Autres pertes ordinaires		<2 534>	<10 641>
Résultat des activités ordinaires avant impôt		<u><3 348 528></u>	<u><1 249 851></u>
Impôts sur les sociétés	VI.7	<87 728>	<87 974>
Résultat net de l'exercice		<u><3 436 256></u>	<u><1 337 825></u>
• Résultat du groupe		<3 433 590>	<1 339 736>
• Intérêts minoritaires		<2 666>	1 911

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
Pour l'Exercice clos au 31 Décembre
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Notes	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultat net de l'exercice		<3 436 256>	<1 337 825>
Ajustement pour :			
Dotations aux amortissements et aux provisions		2 205 281	1 227 760
Plus-Value de Cession		<6 500>	<52 110>
Correction résultats reportés et marges sur stock initial		<28 573>	-
Variation des stocks		<4 329 835>	2 458 811
Variation des créances		<2 328 927>	3 456 257
Variation des autres actifs		495 797	<2 193 083>
Variation des fournisseurs et autres passifs		3 368 584	<6 677 257>
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	VII.1	<4 060 429>	<3 117 447>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décassements liés à l'acquisition d'immobilisations corp. et incorporelles		<16 035>	<64 011>
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		6 500	448 836
Décassements liés à l'acquisition d'immobilisations financières		-	<322 615>
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières		-	34 577
Impact de la variation du périmètre		<156 676>	-
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	VII.2	<166 211>	96 787
Flux de trésorerie liés aux activités de Financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions		-	<1 000>
Dividendes et autres distributions		-	<999 383>
Remboursements d'emprunts		<135 630>	<110 635>
Flux de trésorerie affectés aux activités de Financement	VII.3	<135 630>	<1 111 018>
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	VII.4	100 776	65 208
Variation de trésorerie		<4 261 494>	<4 066 470>
Trésorerie début de l'exercice		<7 480 601>	<3 414 131>
Trésorerie fin de l'exercice	VII.5	<11 742 095>	< 7 480 601>

Notes aux Etats Financiers consolidés

I. Présentation du groupe

Le groupe « CELLCOM SA » est un groupe de sociétés dont la société mère est la Société « CELLCOM SA » ayant pour objet principal le commerce et la distribution de matériel et équipement afférent à la télécommunication ainsi que la commercialisation des produits audiovisuels, des écrans de télévision, des récepteurs et des paraboles.

Le groupe comporte quatre filiales qui sont la société « CELLCOM RETAIL », « CELLCOM MAROC », « CELLCOM INTERNATIONAL » et « CELLCOM DISTRIBUTION » détenues respectivement à hauteur de 70%, 60%, 100% et 99% par la société mère « CELLCOM SA ».

II. Référentiel comptable

Les états financiers consolidés sont exprimés en dinar tunisien et ont été préparés conformément aux conventions, principes et méthodes comptables prévus par le cadre conceptuel de la comptabilité financière et les normes comptables tunisiennes.

La date d'arrêté des comptes consolidés est le 31 décembre.

L'état de résultat consolidé et l'état de flux de trésorerie consolidé sont présentés selon la méthode autorisée du système comptable des entreprises en Tunisie.

III. Principales règles et méthodes comptables appliquées

Les principales règles et méthodes appliquées par le Groupe CELLCOM SA sont présentées au niveau de la politique comptable de la société « CELLCOM SA ». Dans ce qui suit, une présentation sommaire des principes et règles les plus spécifiques :

1. Les bases de mesure et les principes comptables pertinents appliqués

Les états financiers consolidés ont été préparés par référence aux conventions comptables de base et aux hypothèses sous-jacentes notamment :

- Hypothèse de la continuité d'exploitation
- Convention du coût historique
- Convention de la périodicité
- Convention de rattachement des charges aux produits
- Convention de prudence
- Convention de permanence de méthodes

2. La consolidation

Les filiales correspondent aux entreprises dans lesquelles le Groupe possède, directement ou indirectement, un intérêt de plus de 40% des droits de vote ou dispose du pouvoir d'exercer un contrôle des activités. Elles sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession. Toutes les transactions inter-compagnies, soldes, pertes et profits latents sur les transactions à l'intérieur du Groupe ont été éliminés. Le cas échéant, les méthodes comptables des filiales sont modifiées afin d'assurer une homogénéité avec les méthodes du Groupe. Une présentation distincte est faite des intérêts minoritaires.

IV. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation et les méthodes de consolidation se présentent ainsi :

Société	% de Contrôle	% d'intérêt	Nature du lien	Méthode
CELLCOM SA	100%	100%	Mère	Consolidante
CELLCOM RETAIL	70%	70%	Contrôle exclusif	Intégration globale
CELLCOM MAROC	60%	60%	Contrôle exclusif	Intégration globale
CELLCOM DISTRIBUTION	99%	99%	Contrôle exclusif	Intégration globale
CELLCOM International	100%	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale

* Il est à noter que la société « CELLCOM COTE D'IVOIRE », ayant enregistré des pertes depuis son entrée en activité et étant en cours de liquidation depuis l'exercice 2018, a été exclue du périmètre de consolidation du Groupe « CELLCOM SA » alors qu'elle était consolidée par intégration globale au 31 décembre 2017.

** CELLCOM International est entrée dans le périmètre de consolidation à partir du 01 janvier 2018 et ce, à la suite de la finalisation des formalités de sa constitution.

V. Notes relatives au Bilan consolidé

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles nettes s'élèvent, au 31 décembre 2018, à 552.407 DT et se détaillent comme suit :

DESIGNATION	Valeur brute au 01/01/2018	Acquisitions	Cessions	Impact var. du périmètre	Valeur brute au 31/12/2018	Taux	Amortissements cumulés au 01/01/2018	Dotations aux Amortissements 2018	Régul Amortissements / var. du périmètre	Amortissements cumulés au 31/12/2018	VCN au 31/12/2018
Logiciels	366 274	-	-	-	366 274	33%	264 435	68 726	-	333 161	33 113
Immobilisations incorporelles	366 274	-	-	-	366 274		264 435	68 726	-	333 161	33 113
Matériel outillages	137 361	2 129	-	-	139 490	15%	123 458	4 571	-	128 029	11 461
Matériel de transport	96 315	-	<1>	-	96 314	20%	67 817	14 599	<1>	82 415	13 899
Agenc. aménag. Installations	1 180 516	-	-	<28 761>	1 151 755	10%	715 690	113 676	<4 748>	824 618	327 137
Equipements de bureau	174 829	5 591	-	<2 472>	177 948	20%	139 129	6 588	<412>	145 305	32 643
Matériel informatique	301 373	8 315	-	<8 925>	300 763	33%	286 267	11 118	<6 282>	291 103	9 660
Matériel de transport à statut juridique particulier	887 646	114 412	-	-	1 002 058	33%	826 395	73 169	-	899 564	102 494
Immobilisations corporelles	2 778 040	130 447	<1>	<40 158>	2 868 328		2 158 756	223 721	<11 443>	2 371 034	497 294
Immobilisations en cours	22 000	-	-	-	22 000		-	-	-	-	22 000
TOTAL	3 166 314	130 447	<1>	<40 158>	3 256 602		2 423 191	292 447	<11 443>	2 704 195	552 407

2. Immobilisations Financières :

Les immobilisations financières totalisent, au 31 décembre 2018, la somme de 290 680 DT et se détaillent comme suit :

<i>En DT</i>	<i>31/12/2018</i>	<i>31/12/2017</i>
Titres de participation non consolidés et créances rattachées (*)	308 018	151 000
Dépôts et cautionnements	295 972	295 972
Provision pour dépréciation des immobilisations financières (**)	<313 310>	<6 290>
Immobilisations financières nettes	290 680	440 682

(*) dont 307.018 DT relatifs aux titres de participation dans CELLCOM Côte d'Ivoire qui était consolidée au 31 décembre 2017 et ne fait pas partie du périmètre en 2018.

(**) dont 307.018 DT relatifs à la provision des titres de participation dans CELLCOM Côte d'Ivoire.

3. Stocks :

Les stocks nets totalisent, au 31 décembre 2018, la somme de 11.356.112 DT contre 7.503.485 DT au 31 décembre 2017.

<i>En DT</i>	<i>31/12/2018</i>	<i>31/12/2017</i>
Téléphonie GSM	7 791 686	3 786 933
Stock SAV	2 242 459	3 051 046
Stock en transit	1 760 271	866 029
Hi-Line et accessoires	370 386	444 010
Accessoires informatiques	25 051	18 030
Electroménagers	115 159	5 790
Tablettes	12 685	3 688
Stocks divers	120 498	236 318
Stocks en brut	12 438 195	8 411 844
Provision pour dépréciation des stocks	<1 082 083>	<908 359>
Stocks en net	11 356 112	7 503 485

4. Clients et comptes rattachés :

Les comptes clients et comptes rattachés totalisent au 31 décembre 2018 un solde net de 15.372.309 DT qui se détaille comme suit :

<i>En DT</i>	<i>31/12/2018</i>	<i>31/12/2017</i>
Clients ordinaires	8 458 449	8 481 823
Effets à recevoir	2 396 937	1 704 558
Clients douteux	2 169 315	1 805 237
Chèques impayés	2 755 353	2 485 685
Traites impayées	1 745 518	525 777
Traites cautionnées	3 891 770	4 177 201
Clients échange	<3 160>	<3 100>
Clients et comptes rattachés bruts	21 414 182	19 177 181
Provisions pour dépréciation clients	<2 169 316>	<1 826 730>
Provision / chèques et effets impayés	<3 872 557>	<2 554 311>
Provision pour dépréciation	<6 041 873>	<4 381 041>
Clients et comptes rattachés nets	15 372 309	14 796 140

5. Autres actifs courants :

Cette rubrique totalise 5.590.620 DT au 31 décembre 2018 contre 6.134.902 DT au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

<i>En DT</i>	<i>31/12/2018</i>	<i>31/12/2017</i>
Fournisseurs, Avances et acomptes	3 201	124 698
Charges constatées d'avance	13 335	322 265
Comptes transitoires	3 023 234	631 681
Débiteurs divers	748 758	3 396 189
Etats, Impôts et taxes	2 344 764	2 097 316
Prêts au personnel	13 536	10 574
Produits à recevoir	395 745	487 293
Total autres actifs courants	6 542 573	7 070 016
Provisions pour dépréciation	<951 953>	<935 114>
Total Net	5 590 620	6 134 902

6. Liquidités et équivalents de liquidités :

Les liquidités et équivalents de liquidités totalisent 5.268.467 DT au 31 décembre 2018 contre 5.798.101 DT au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

En DT**31/12/2018 31/12/2017**

Virements en instance	460 307	1 329 042
Effets et chèques à l'encaissement	828 483	124 998
BH	1 658 012	606 528
Amen Bank	20 648	49 428
C.C.P	416 597	24 605
Wafa Bank	584 573	402 310
AFB	-	157 022
Tunisie Factoring	269 621	402 190
Caisse commerciale	15 909	-
Caisse courante	14 617	25 456
Cession de créances professionnelles	1 003 576	2 680 398
Liquidités et équivalents de liquidités bruts	5 272 343	5 801 977
Provision sur effets à l'encaissement	<3 876>	<3 876>
Liquidités et équivalents de liquidités Nets	5 268 467	5 798 101

7. Capitaux propres

Le tableau de variation des capitaux propres consolidés se présente comme suit :

Rubriques	Solde 01/01/2018	Affect.	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Var. du périmètre	Avoirs des actionnaires	Correction de la marge sur stock initial	Correction résultats reportés	Solde 31/12/2018
Capital Social	4 461 532								4 461 532
Réserves conso. (Groupe)	10 233 318	<1 339 736>		60 466	276 004	<150 000>	<21 683>	<6 626>	9 057 743
Résultat conso. (Groupe)	<1 339 736>	1 339 736	<3 433 590>						<3 433 590>
Capitaux propres du groupe	13 355 114	-	<3 433 590>	60 466	276 004	<150 000>	<21 683>	<6 626>	10 079 685
Réserves c. (minoritaires)	229 966	1 911		40 310				<264>	271 923
Résultat c. (minoritaires)	1 911	<1 911>	<2 666>						<2 666>
Intérêts des minoritaires	231 877	-	<2 666>	40 310				<264>	269 257
Total C.P. consolidés	13 586 991	-	<3 436 256>	100 776	276 004	<150 000>	<21 683>	<6 890>	10 348 942

8. Passifs non courants :

Cette rubrique totalise, au 31 décembre 2018, un montant de 505.401 DT contre 418.971 DT au 31 décembre 2017. Elle se détaille comme suit :

En DT	31/12/2018	31/12/2017
Emprunts à long et moyen termes	54 677	8 642
Provision pour risques et charges	450 724	410 329
Total	505 401	418 971

9. Fournisseurs et comptes rattachés :

Les dettes fournisseurs totalisent au 31 décembre 2018 un montant de 8.350.055 DT. Elles se détaillent comme suit :

En DT	31/12/2018	31/12/2017
Fournisseurs locaux	1 459 565	756 267
Fournisseurs étrangers	6 890 490	4 879 259
Total Fournisseurs	8 350 055	5 635 526

10. Autres passifs courants

Les autres passifs courants totalisent, au 31 décembre 2018, un solde de 2.166.230 DT se détaillant comme suit :

En DT	31/12/2018	31/12/2017
Assurance groupe	6 543	11 093
Autres débiteurs divers	144 492	199 977
Avances clients	3 463	3 920
Charges à payer	1 003 093	415 557
Dettes envers le personnel	352 395	337 513
Dettes Fiscales	213 735	937 167
Dettes sociales	154 089	178 536
Recettes en instance d'affectation	193 645	193 645
Produits constatés d'avance	9 020	63 913
Comptes transitoires (commissions à payer)	38 278	38 263
3R accordées	47 477	-
Total	2 166 230	2 379 584

11. Concours bancaires et autres passifs financiers :

Cette rubrique totalise 17.059.967 DT au 31 décembre 2018. Elle se détaille comme suit :

En DT	31/12/2018	31/12/2017
Crédit de financement en devises	-	6 248 726
Banque de l'Habitat (Exploitation)	2 699 616	1 825 359
Chèques à payer	2 444 809	3 225 403
Echéances à moins d'un an HANN.LEASE	45 529	112 783
Autres financements bancaires à court terme	-	703 984
Crédit de mobilisation de créances professionnelles	11 867 845	1 276 730
UBCI	493	334
Attijari Bank	1 675	1 675

Eco Bank	-	367
Total	17 059 967	13 395 361

VI. Notes relatives à l'Etat de Résultat

1. Revenus :

Les revenus totalisent, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la somme de 35.052.795 DT contre 35.936.988 DT en 2017.

<i>En DT</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
Chiffre d'affaires brut	35 100 272	36 000 901
Ristournes à accorder nettes des reprises	<47 477>	<63 913>
Chiffre d'affaires net	35 052 795	35 936 988

2. Coût d'achat des marchandises vendues :

Le coût d'achat des marchandises vendues s'élève à 27.727.844 DT en 2018 et se détaille comme suit :

<i>En DT</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
Achats de marchandises	28 405 773	24 967 971
Frais sur achats de marchandises	2 807 546	2 384 357
RRR obtenus	-	<269 500>
Variation de stocks de marchandises	<3 485 475>	1 143 677
Total	27 727 844	28 226 505

3. Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 2.711.610 DT en 2018 contre 2.968.290 DT en 2017 et se détaillent comme suit :

<i>En DT</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
Rémunérations brutes	2 218 681	2 415 140
Cotisations sociales	382 263	439 673
Assurances groupe	110 666	113 477
Total	2 711 610	2 968 290

4. Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions nettes totalisent 2.205.281 DT en 2018 et se détaillent comme suit :

<i>En DT</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
Dotations aux amortissements	292 447	356 461
Dotation aux provisions pour dépréciation des créances	1 842 638	935 266
Dotations pour risques et charges	81 753	66 841
Dotations aux provisions stocks	173 724	100 000
Dotations aux provisions pour dépréciation fournisseurs débiteurs	16 839	-
Reprise sur provisions pour dépréciation des créances	<160 762>	<162 159>
Reprise sur provisions pour dépréciation fournisseurs débiteurs	-	<68 649>
Reprise sur provision pour risques et charges	<41 358>	-
Total	2 205 281	1 227 760

5. Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation totalisent en 2018 la somme de 2.879.763 DT. Elles se composent de :

<i>En DT</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
Achats non stockés	238 316	238 779
Assurances	84 020	81 154
Autres services extérieurs	46 261	34 613
Déplacements Missions Réceptions	122 614	116 890
Entretien et réparation	126 173	106 604
Etudes, documentations et formations	35 956	57 322
Frais bancaires	168 132	220 113
Frais de télécommunication	69 755	61 194
Honoraires et commissions	281 611	405 329
Impôts et taxes	172 865	209 492
Locations	417 397	503 003
Frais de Marketing	1 079 892	1 174 508
Pertes ordinaires	1 219	20 137
Sous-traitance	500	2 169
Transfert de charges	<6 772>	<44 949>
Transport	41 824	47 114
Total	2 879 763	3 233 472

6. Charges financières nettes

Les charges financières nettes totalisent 2.976.491 DT en 2018 et se détaillent comme suit :

<i>En DT</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
Différences de change nettes	1 379 000	1 061 265
Agios débiteurs	327 364	229 873
Intérêts bancaires sur opérations de financement	1 153 211	316 261
Intérêts Tunisie factoring	19 206	35 235
Intérêts d'escompte et encaissements effets	89 258	42 868
Intérêts Hannibal Lease	8 452	10 236
Total	2 976 491	1 695 738

7. Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés totalise 87.728 DT en 2018 contre 87.974 DT en 2017.

VII. Notes relatives à l'Etat de flux

1. Flux de trésorerie liés à l'exploitation

Les flux de trésorerie affectés à l'exploitation totalisent, en 2018, un flux négatif de <4.060.429>DT contre un flux négatif de <3.117.447> DT en 2017.

Le détail des principaux ajustements et variations est le suivant :

Dotations aux amortissements et aux provisions

La rubrique Dotations aux amortissements et aux provisions se détaille comme suit :

	2018
Dotations aux amortissements	292 447
Dotation aux provisions pour dépréciation des créances	1 842 638
Dotations pour risques et charges	81 753
Dotations aux provisions stocks	173 724
Dotations aux provisions pour dépréciation fournisseurs débiteurs	16 839
Reprise sur provisions pour dépréciation des créances	<160 762>
Reprise sur provision pour risques et charges	<41 358>
Total	2 205 281

Correction résultats reportés et marges sur stock initial

	2018
Correction des résultats reportés suite à l'élimination de la marge sur stock initial	<21 683>
Correction des résultats reportés de Cellcom International	<6 890>
Total	<28 573>

Variation des stocks, créances et autres actifs

Les rubriques variations des stocks, créances et autres actifs se détaillent comme suit :

	Stocks	Créances	Autres actifs
Variation de la rubrique	<4 026 351>	<2 237 001>	527 443
Ajustement de la variation à la suite de la sortie de Cellcom Côte d'Ivoire du périmètre de consolidation	<303 484>	<91 926>	<31 646>
Total	<4 329 835>	<2 328 927>	495 797

Variation des fournisseurs et autres passifs

La rubrique variation des fournisseurs et autres passifs se détaille comme suit :

	Fournisseurs	Autres passifs	Total
Variation de la rubrique	2 714 529	<213 354>	2 501 175
Ajustement de la variation à la suite de la sortie de Cellcom Côte d'Ivoire du périmètre de consolidation	840 296	27 113	867 409
Total	3 554 825	<186 241>	3 368 584

2. Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement totalisent, au cours de l'exercice 2018, un flux négatif de <166.211> DT contre un flux positif de 96.787 DT en 2017.

Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations se détaillent comme suit :

	2018
Variation des immobilisations corporelles	90 288
Ajustement par la variation des immos suite à la sortie de Cellcom Côte d'Ivoire du périmètre de consolidation	40 158
Régularisation valeur brute / cession	1
Ajustement par la variation immo. corporelles à statut juridique particulier	<114 412>
Total	16 035

Impact de la variation du périmètre

	2018
Variation liée à la trésorerie nette de Cellcom CI au 31 décembre 2017 et qui est sortie du périmètre en 2018	<156 676>
Total	<156 676>

3. Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement totalisent au cours de l'exercice 2018 un flux négatif de <135.630>DT, contre un flux négatif <1.111.018> DT en 2017.

Remboursements d'emprunts

Les remboursements d'emprunts totalisant le montant de 135.630 DT correspondent aux remboursements des loyers leasing en principal.

4. Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités

Le solde de cette rubrique correspond à la variation de l'écart de conversion résultant de l'intégration en dinar tunisien des rubriques des états financiers individuels de la filiale étrangère Cellcom Maroc, arrêtés en devises, pour un montant de 100.776 DT.

5. Trésorerie de fin de période

La trésorerie nette à la fin de l'exercice 2018 est négative de <11.742.095>DT et se détaille comme suit :

	2018
Liquidités et équivalents de liquidités	5 272 343
Concours bancaires	<17 014 438>
Total net	<hr/> <11 742 095>

VIII. Engagements hors bilan

Engagements donnés

- La société « Cellcom SA » a consenti un nantissement de son fonds de commerce au profit de la Banque de l'Habitat en garantie des crédits de gestion auprès de cette banque.
- Le total des escomptes commerciaux est de 1.263.375 DT au 31 décembre 2018.

Engagements reçus

Le total des engagements hors bilan reçus par la société « Cellcom SA » s'élève au 31 décembre 2018 à 955.436 DT.

Rapport d'audit

Tunis, le 22 octobre 2019

Messieurs,

I. Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

En exécution du mandat qui nous a été confié par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Groupe constitué par la société « CELLCOM SA » et ses filiales, joints au présent rapport et comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2018, l'état de résultat consolidé et l'état de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres consolidés positifs (part du Groupe) de 10.079.685 DT y compris le résultat déficitaire de l'exercice (part du Groupe) s'élevant à 3.433.590 DT.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe « CELLCOM SA » au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport sur les états financiers consolidés.

Rapport de gestion du Groupe

La responsabilité du rapport de gestion incombe au conseil d'administration de la société mère.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion du conseil d'administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du Groupe dans le rapport de gestion du conseil d'administration par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du conseil d'administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du conseil d'administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé selon les normes professionnelles applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou

d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent

raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne du Groupe

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation de la réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du groupe. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficacité incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes du contrôle interne.

Conseil Audit Formation CAF
Abderrahmen Fendri